La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1208 - mai 2019 **SOMMAIRE :**

• ACTUALITÉ

page 2 Les malheurs d'EDF

JEAN-PIERRE MON *énumère les difficultés que rencontre le gouvernement à privatiser les seules parties rentables d'EDF…*

page 3 Ne soyons pas dupes !

MARIE-LOUISE DUBOIN *dénonce les manœuvres politiciennes du LRM qui tente de faire croire que s'il l'emporte sur le RN, il fera le nécessaire pour lutter contre la dégradation accélérée de la biodiversité.*

page 4 La bataille de l'eau en Ile de France

BERNARD BLAVETTE, *constatant l'incurie des pouvoirs publics qui ferment les yeux sur des pratiques scandaleuses, montre que c'est une sorte de miracle si les 12 millions de Franciliens disposent encore d'une eau abondante et de qualité acceptable.*

page 7 La relaxe de France Libertés

Les associations France Libertés et Coordination eau Ile de France ont gagné, entre 2014 et 2018, 23 procès contre les pratiques illégales de distributeurs d'eau…

• LECTURES

page 9 Le capitalisme expliqué à ma petite-fille…

FRANÇOIS CHATEL *recommande le livre publié par Jean Ziegler sous ce titre, pour faire comprendre pourquoi il faut, de toute urgence, remplacer le capitalisme.*

• TÉMOIGNAGE

page 13 L'état du socialisme à Cuba

GEORGES LERAY *témoigne de la transition économique telle qu'il l'a observée, à Cuba lors d'un séjour récent.*

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0420 I 83051

Les malheurs d'EDF

1• Une privatisation pas évidente

Il fallait s'y attendre : fidèle à la mode libérale, le gouvernement Macron rêve toujours de privatisations. Après l'idée, encore en chantier, de privatiser Aéroports de Paris malgré les déboires que connaît aujourd'hui celui de Toulouse-Blagnac (dont la vente avait été organisée en 2015 par Emmanuel Macron alors ministre de l'économie et des finances), le gouvernement envisage maintenant de privatiser en partie EDF. Comme d'habitude : les activités rentables seraient privatisées et les autres laissées à la charge de l'État. Ainsi, le groupe EDF, partie du patrimoine français, serait-il scindé en deux parties. L'une, très rentable, celle chargée des énergies renouvelables, des services, de la fourniture d'électricité aux particuliers et de la distribution (autrement dit l'équivalent de la branche Enedis actuelle) serait progressivement ouverte aux capitaux privés. Et l'autre, la partie constituée par les activités nucléaires présentes et à venir resterait à l'État. Or celles-ci coûtent des milliards d'euros, tant pour prolonger la vie du parc nucléaire actuel que pour le financement de nouvelles centrales.

Apparemment Emmanuel Macron n'a pas encore pris position sur le problème mais en novembre dernier il a demandé au patron d'EDF (Jean-Bernard Levy) de faire des propositions d'ici à 2021.

2• Les déchets nucléaires

Si son dépeçage se fait comme prévu, EDF devra non seulement entretenir ses 19 centrales en service et en financer de nouvelles, mais encore s'occuper du traitement des déchets nucléaires. Actuellement 1% seulement des combustibles nucléaires est recyclé ce qui ne correspond en volume qu'à un peu plus de 3% du 1,6 million de déchets radioactifs de toute nature accumulés en France, mais par contre, concentrent 99,8 de leur radioactivité totale. Après refroidissement pendant quatre ans dans les piscines de désactivation de chacune des centrales, ils sont acheminés par train dans des emballages spéciaux jusqu'aux usines de La Hague où ils sont à nouveau refroidis pendant 4 à 6 ans avant d'être retraités. Les déchets de moyenne activité à vie longue sont, à terme, destinés à être enfouis à Bure qui accueillera aussi des déchets de haute activité. Si la direction de la division du combustible nucléaire d'EDF estime que le retraitement des déchets présente un réel intérêt, il n'en va pas de même pour Greenpeace France ou pour l'ONG américaine Union of Concerned Scientists (qui, par ailleurs ,est très favorable à l'énergie nucléaire). Pour Greenpeace le retraitement aggrave les risques en multipliant les transports de combustible usé dans toute la France. En fait, selon les responsables de la filière nucléaire la rentabilité économique du recyclage n'est pas évidente.

3• La concurrence libre et non faussée…

C'était, comme on s'en souvient, l'un des dadas favoris de la Commission de Bruxelles qui avait fait couler beaucoup d'encre lors des débats sur le traité constitutionnel de 2005. En conséquence, il y a une dizaine d'années, la France (par la voix de François Fillon) avait promis à la Commission d'ouvrir ses centrales hydroélectriques à la concurrence. La Commission vient de rappeler ses engagements à la France et exige maintenant l'ouverture du marché des centrales hydroélectriques françaises. François de Rugy, ministre de la transition écologique et solidaire, a réagi en février dernier en annonçant que «*le plan français est d'ouvrir certains permis d'ici à la fin de 2019*». Cette déclaration a fait bondir une centaine de députés de tous bords qui ont déposé une résolution contre l'ouverture de ce marché. «*C'est un sujet de souveraineté*» a déclaré Julien Aubert, député LR du Vaucluse. Les syndicats se sont aussi mobilisés contre cette ouverture. Le problème est en effet très important car en France 85% des barrages sont exploités par EDF et le reste par ENGIE (ex-GDF-SUEZ) et la Compagnie Nationale du Rhône. Les candidats à l'achat sont déjà nombreux (TOTAL, Vattenfall (Suède) ou Fortum (Finlande). Si Édouard Philippe, le premier ministre, travaille, lui, à une mise en place très rapide d'appels d'offres et envisage même une ouverture pour 150 barrages, par contre on pense au ministère des finances et à celui de la transition écologique qu'il n'y a pas d'urgence et que «*la mise en demeure de la Commission de Bruxelles nous donne l'occasion de reprendre la conversation là où on l'avait laissée*» d'autant plus que la Commission aura sans doute changé après les prochaines élections européennes.

Il faut aussi souligner que les barrages ne servent pas uniquement à produire de l'électricité, et que l'eau qu'ils contiennent est aussi utilisée pour l'agriculture, la pèche, les loisirs et … le refroidissement des centrales nucléaires.

4• Les malheurs de l'EPR de Flamanville

Mis en construction en 2007, l'EPR de Flamanville devait démarrer en 2012 et coûter 3,5 milliards d'euros. À la suite de nombreux défauts observés à plusieurs reprises (notamment les 9 et 10 avril derniers) par les experts de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), sur des soudures qui s'avèrent non conformes à la norme "haute qualité", EDF a décidé de reprendre 58 soudures et a demandé à l'ASN d'en conserver huit autres en l'état,

excluant toutefois la possibilité de rupture.
Malgré l'agacement manifeste des représentants des membres de l'ASN, EDF a insisté sur les risques de retard. L'ASN rendra son avis avant l'été. Si EDF devait refaire les huit soudures considérées comme en l'état, la mise en service de l'EPR devrait être différée d'au moins deux ans. Ce qui ferait monter la facture totale à quelque 11 milliards d'euros. Un plus grand retard aurait des conséquences catastrophiques pour EDF et pour la constructions d'autres EPR. Macron, toujours lui, a demandé à EDF proposer pour la mi-2021 un scénario de développement de nouveaux réacteurs, la première étape devant, bien sûr, être le démarrage de celui de Flamanville.

Jean-Pierre MON

Ne soyons pas dupes !

Notre chef (d'État) et tous ceux qui le soutiennent s'activent beaucoup depuis qu'ils craignent que les résultats des élections européennes confirment les craintes sur leur avenir politique. En effet, d'après les sondages en ce 7 mai, il semble probable que l'extrême-droite (le RN) recueille plus de voix que le LRM ! Ce qui n'a rien d'étonnant puisque depuis près de trois décennies les partis qui se sont succédé au pouvoir ont mené une politique de droite et que les divers partis de gauche et les écologistes sont toujours incapables de s'entendre pour faire front uni sur des objectifs qui leur sont communs.
Alors depuis que les gilets jaunes ont mis son discrédit en évidence, Macron multiplie les promesses : c'est 15 milliards par ci, et puis 10 autres par là, mais sans qu'on sache où il les prendra… d'autant qu'il promet aussi de baisser les impôts et même d'en rembourser (CSG).
Bref, le pouvoir d'achat de tous les Français ou presque, va augmenter. Que demande le peuple ?

La dernière trouvaille macronienne consiste à tenter de profiter (eh oui, c'est bien le mot !) du cri d'alarme poussé par les scientifiques à propos du danger qu'est la chute vertigineuse de la biodiversité. Comme il est trop tard pour qu'il puisse revenir sur son indifférence vis à vis de la dérive climatique, elle est devenue évidente, E. Macron espère se rattraper en pariant sur son art de la communication pour faire croire que, cette fois, il va agir comme il faut : votez pour nous et vous allez voir ce que vous allez voir !! On peut donc s'attendre à de nombreux meetings et de grands déplacements destinés à convaincre le public que le salut de la vie sauvage passe par l'élection de la liste LRM aux européennes…!!
Saisir l'opportunité de la publication à Paris, et le 6 mai, soit à trois semaines de ces élections, du rapport mondial sur l'extinction de millions d'espèces sauvages est de "bonne politique", en ce sens que ça pourrait "marcher". Mais ne soyons pas dupes, comprenons bien pourquoi agir efficacement et vite pour la survie des écosystèmes est incompatible avec la politique néolibérale, tout autant qu'agir pour enrayer la dérive du climat, et pour les mêmes raisons. Car ces deux menaces catastrophiques résultent d'une seule et même cause : la façon dont l'humanité (et surtout les populations les plus riches parce qu'elles ont toujours disposé de plus de moyens) a pris l'habitude d'accaparer, sans mesure et sans scrupule, les ressources offertes par la nature, le raisonnement étant simple : puisque ça rapporte, c'est justifié ! Ce mépris de toute autre considération que le profit est la base même du capitalisme. Comme le montre si clairement Jean Ziegler dans le livre qu'analyse ci-dessous François Chatel, c'est cet état d'esprit qui a conduit l'humanité à détruire son environnement, et les catastrophes qui la menacent maintenant sont le prix à payer de plusieurs siècles d'une telle irresponsabilité.
C'est parce qu'ils observent que les dangers ne cessent de croître de plus en plus vite que des centaines de scientifiques, dans le monde entier, viennent d'alerter les gouvernements.
Mais dans le système capitaliste, ce ne sont pas les gouvernements qui prennent les grandes décisions économiques, ce sont les investisseurs, les managers des grandes entreprises multinationales et autres décideurs "de la trempe" de Trump !
Tant que l'argent leur conservera ce pouvoir souverain, il sera sans effet d'essayer de leur expliquer que pour ralentir cette évolution catastrophique il ne faut plus qu'ils poussent à la consommation : pas de publicité, pas de lobbies à leur service ni de conseillers fiscalistes, etc. Mais le culte du profit, cet état d'esprit qu'il s'agit de renverser, est devenu quasi général, au point que certains pensent bêtement qu'il ne faut pas supprimer la publicité ou le lobbying «parce qu'ils procurent des emplois» !
Et on en restera très loin tant qu'on n'imaginera que des réformes dans le cadre de notre système économique, sans oser remettre en question ses fondements.

Marie-Louise DUBOIN

Les informations contenues dans le texte ci-après proviennent pour une large part d'une rencontre organisée à Montreuil le 9/2/2019 par la Coordination Eau Ile de France (voir encadré), du site internet de l'association, du n°18 de la revue *Passerelle* : *Eau, bien commun – Climat, territoires, démocratie*, éditée par l'association COREDEM* ainsi que du film de François Guieu *Vague citoyenne - Pour l'eau bien commun* qui fut présenté au 33 ème Festival International du Film d'Environnement en 2016.
La question de l'eau étant un immense sujet le lecteur souhaitant s'informer plus largement pourra consulter les sites internet suivants : Coordination Eau Ile-de-France : **http://eau-iledefrance.fr,** Fondation France Libertés : **www.france-libertes.fr,** Association pour un contrat mondial de l'eau : **www.acme-eau.org**.

* La COREDEM (Communauté de sites ressources pour une démocratie mondiale) regroupe et synthétise sur son site internet des informations en provenance de 40 associations (Amis de la Terre, CETIM, Global Chance, Observatoire des multinationales…) qui s'intéressent aux questions relatives à la démocratie, à l'écologie, aux biens communs de l'humanité.

La bataille de l'eau en Ile de France

Sans en avoir conscience les 12 millions de franciliens vivent chaque jour une sorte de miracle : en ouvrant leur robinet ils obtiennent une eau abondante et d'une qualité acceptable. Pourtant, tenter d'imaginer l'ampleur d'un tel réseau, les kilomètres de canalisations, les multiples stations de pompage et d'épuration donne le vertige. Un système d'une telle complexité est forcément fragile : et si un jour l'eau venait à manquer ? Comment concevoir une multitude de foyers privés d'une eau indispensable à nos besoins les plus élémentaires ? Et ceci n'est pas une vision issue d'un film-catastrophe. Il y a quelques années à peine, en plein cœur de l'été 2014, l'immense mégalopole brésilienne de Sao Paulo (21 millions d'habitants avec la périphérie) se trouve soudain privée d'eau. Dans les quartiers riches, les habitants font venir des camions citernes qu'ils paient de leurs propres deniers, mais dans les zones de pauvreté, la situation est dramatique. Au bout de quelques jours, l'eau revient mais rationnée à 12% de la normale et extrêmement polluée car on utilise le fond des réservoirs, les "volumes morts". Les causes de ce type de pénurie sont partout identiques : la sècheresse due aux désordres climatiques (ici la déforestation de l'Amazonie qui modifie le rythme des pluies), la mauvaise gestion des sociétés privées qui préfèrent enrichir leurs actionnaires plutôt que d'investir dans les infrastructures, l'incurie des pouvoirs publics, qui ferment les yeux sur des pratiques scandaleuses (corruption, conflits d'intérêt, gaspillages divers…). Pendant presque deux années l'approvisionnement en eau de Sao Paulo va demeurer chaotique jusqu'à ce qu'en 2016 des pluies plus abondantes mettent provisoirement fin à la pénurie. Mais à ce jour la situation demeure très incertaine…

Alors, au vu de cet exemple et de bien d'autres[1], il faut affirmer avec force qu'il n'existe pas sur la planète un seul cas où la gestion privée de l'eau se soit avérée bénéfique pour l'intérêt général.
Car l'eau n'est pas une marchandise comme une autre. Indispensable à toute vie sur cette planète, elle conditionne aussi de manière cruciale l'hygiène publique des immenses concentrations humaines de notre temps. Au XIXème siècle, après la découverte par Pasteur de l'origine microbienne des maladies contagieuses, les classes dirigeantes réalisent soudainement que la seule manière d'enrayer les épidémies qui ne font guère de distinction entre dominants et dominés, riches et pauvres, consiste à appliquer, même dans les quartiers défavorisés, quelques règles d'hygiène de base parmi lesquelles l'accès pour tous à une eau saine. C'est ainsi qu'apparaissent des programmes généralisant l'implantation de fontaines publiques, puis l'installation de l'eau courante pour chaque foyer. Cette amélioration des conditions de vie du plus grand nombre ne résulte donc pas d'une notion abstraite de "progrès" ou d'un quelconque souci éthique, mais bel et bien de la crainte des classes dirigeantes pour leur propre sécurité sanitaire.
Dans le même sens, la Fondation France Libertés estime qu'aujourd'hui en France entre 2 et 2,5 millions de ménages ont des difficultés à régler leurs factures d'eau, ce qui prouve la présence d'importantes poches de pauvreté dans un pays riche et explique largement la présente révolte dite des "gilets jaunes". Dans ces cas de retard de règlement, les gestionnaires privés de l'eau, et tout particulièrement Véolia, n'hésitent pas à procéder à des coupures (ou à des réductions drastiques de débit) qui, à côté de la question éthique, posent bien

évidemment de graves problèmes de santé publique et démontrent la totale irresponsabilité de ces grands groupes. Fort heureusement la loi Brottes, votée en toute discrétion (de nombreux travailleurs sociaux n'ont été que tardivement informés) le 15/4/2013, interdit les coupures en cas de retard de paiement. Mise en cause par la société de gestion de l'eau La Saur, la loi devait être validée et confirmée le 29/5/2015 par le Conseil Constitutionnel. Cette nouvelle disposition législative a été tout d'abord largement ignorée par les fournisseurs d'eau, ce qui a mené la Coordination Eau Ile-de-France (voir encadré ci-contre) et France Libertés à intenter une série de procès (15 à ce jour) à l'encontre de Véolia (voir page suivante), Suez et La Saur qui ont tous été gagnés avec à la clef des "dommages et intérêts" importants pour les plaignants. En conséquence, les coupures d'eau brutales sont aujourd'hui beaucoup plus rares.

Ce qui précède démontre amplement toute l'importance d'une gestion publique de la fourniture de l'eau et de la bataille qui se déroule en ce moment en Ile de France l'un des plus importants marchés de l'eau mondial.

*

Une première phase de cette bataille a été gagnée avec le retour depuis le 1/1/2010 de la ville de Paris intra-muros vers le traitement et la fourniture de l'eau en régie directe et la création d'Eau de Paris qui fournit quotidiennement 489.000 m² d'eau potable par jour à ses 3 millions d'usagers dont 2,2 millions de Parisiens. Cette victoire n'a pas été acquise sans mal. Selon Anne Le Strat, qui a été Présidente d'Eau de Paris jusqu'en 2014 et qui a joué un rôle déterminant dans la remunicipalisation de l'eau, les groupes privés, et plus particulièrement Véolia, ont tout fait pour gêner la période de transition, notamment en pratiquant une politique systématique (et parfaitement illégale) de rétention des informations techniques et administratives. Cette victoire est très importante, tout d'abord parce qu'elle a généré un important effet d'entraînement, conduisant des villes comme Brest, Reims, Besançon, à reprendre en main la fourniture de l'eau. Au début des années 2000, seulement 28% de la population française étaient desservis en eau par un opérateur public ; aujourd'hui ce chiffre atteint 40%. Par ailleurs, la gestion de l'eau touche de près l'écologie régionale, notamment en ce qui concerne le traitement des eaux. **La logique d'une entreprise privée consiste à proposer des processus de purification de plus en plus sophistiqués, coûteux pour les usagers et rémunérateurs pour les actionnaires**. **Au contraire, la gestion publique a intérêt à préserver la ressource le plus en amont possible.** C'est ainsi qu'Eau de Paris dont l'approvisionnement s'effectue à 50% par des eaux de sources et 50% avec la Marne et la Seine, a défini des «*zones d'infiltration prioritaires*» où l'eau de pluie ruisselle rapidement, avec le risque de drainer des polluants d'origine agricole (nitrates et pesticides) difficiles, voire impossibles, à éliminer entièrement. Sur les 240.000 ha identifiés, Eau de Paris incite et aide les agriculteurs à s'orienter vers une agriculture écologique ou au moins «*raison-*

La Coordination Eau Ile-de-France

Créée en 2008, la Coordination Eau IDF est un réseau qui réunit citoyens, associations et collectivités locales autour de la ressource en eau en Ile-de-France et sur l'ensemble du territoire français. Tous les aspects de l'approvisionnement en eau sont envisagés : social, environnemental, économique, juridique, sanitaire, culturel…

La Coordination compte environ 200 membres, (dont 40 associations et une dizaine de villes de l'IDF comme Montreuil, Bagnolet, Arcueil…), ainsi que de nombreux partenaires (France Amérique Latine, Fondation Copernic…). Elle emploie deux salariés et un jeune en service civique, et collabore étroitement avec la ***Fondation Danielle Mitterrand France Libertés***.

Les ressources de l'association dépendent à 80% des subventions de la région et de certaines municipalités (ce qui introduit une certaine fragilité), les cotisations des membres complètent le budget.

La Coordination se définit autour de la déclaration suivante :

«*Nous affirmons que l'eau est un bien commun universel auquel tous les habitants de la planète ont droit d'accéder, et qui ne peut faire l'objet d'une appropriation privée*».

Elle dispose de plusieurs moyens d'actions en fonction des circonstances :

• Le recours en justice comme dans le cas des coupures d'eau abusives.

• Les actions de désobéissance civique pacifique : interpellations des élus et manifestations au cours de réunions, d'actions de rues….

• Des projets éducatifs «*d'écologie populaire*» traitant de la gestion de l'eau au quotidien visant plus particulièrement les quartiers défavorisés.

• Des partenariats internationaux, notamment à travers l'Engagement pour l'Eau et le Climat financé par l'Agence Erasmus+ mené de 2017 à 2020 avec le Flow Partnership (G-B), Ludia a Voda (Slovaquie) et Eau Bien Commun (Auvergne Rhône Alpes). Ce groupe est chargé d'étudier les conséquences du changement climatique sur les ressources en eau.

née» et 10.000 ha, considérés comme des zones de captage particulièrement stratégiques, ont été rachetés et sont affectés à des opérations de régénération des sols, de reforestation et de protection de la biodiversité. Ces mesures sont, bien sûr, encore largement insuffisantes, mais elles possèdent l'immense qualité de montrer la voie à suivre, la voie de la raison la plus élémentaire.

Les entreprises capitalistes, au contraire, se nourrissent des catastrophes même qu'elles occasionnent : profits sur les pesticides vendus aux agriculteurs[2], profits sur le traitement des eaux, profits du complexe médico-pharmaceutique sur les «*affections chroniques*» engendrées par les diverses pollutions. C'est ce type de processus que l'économiste canadienne Naomi Klein qualifie de «*capitalisme du désastre*»[3].

Pourtant, la bataille de l'eau en Ile-de-France est loin d'être gagnée car la quasi-totalité des départements de la couronne parisienne sont sous la coupe des sociétés privées de l'eau à travers des combinaisons souvent très difficiles à démêler. En gros, Suez et surtout Véolia se partagent le gâteau. La première est implantée principalement dans l'ouest parisien premièrement à travers le Syndicat mixte pour la gestion des eaux de Versailles et St-Cloud qui a délégué une mission de service public à la Société des Eaux de l'Ouest Parisien (SEOP), filiale directe de Suez (22 communes des Yvelines et des Hauts-de-Seine sont concernées), ensuite par l'intermédiaire d'une délégation accordée par le Syndicat des Eaux de la Presqu'île de Gennevilliers (10 communes dont Nanterre et sa mairie communiste !, Colombes, Gennevilliers et sa mairie de gauche !).

Mais c'est Véolia qui s'adjuge la part du lion du marché de l'eau autour de Paris par sa longue coopération avec le Syndicat des Eaux de l'Ile de France (SEDIF), présidé depuis 1983 par André Santini, Maire d'Issy-les-Moulineaux et par ailleurs «*bétonneur*» fanatique. Cette délégation a été renouvelée pour 12 ans en 2010 au terme de débats passionnés. Crée en 1923, le SEDIF est une énorme machine desservant 150 communes (Seine-et-Marne, Essonne, Seine Saint-Denis, Val d'Oise…) et 4,6 millions d'usagers. On comprend aisément que la perspective des immenses profits réalisés sur des millions de consommateurs captifs pendant plus d'une décennie excite au plus haut point les appétits insatiables d'un grand groupe comme Véolia. Pourtant la mise en œuvre de cette délégation de la gestion de l'eau n'est pas vraiment «*un long fleuve tranquille*». Le SEDIF et Véolia sont, depuis de nombreuses années, mis régulièrement en cause pour l'opacité de leur gestion : en 2008 par l'UFC Que Choisir, plus récemment, en 2017, par la Chambre Régionale des Comptes d'Ile de France. De plus, depuis 2017, la création de la métropole dite du «*Grand Paris*» oblige les communes de son périmètre à revalider leur adhésion au SEDIF, ce qui entraîne un regain des activités de lobbying et de corruption *(voir encadré)*. En décembre 2017, trois communautés de communes, Est Ensemble (9 villes de Bagnolet à Montreuil abritant 408.000 habitants), Plaine Commune (9 villes du nord de Paris, d'Épinay à Saint-Ouen pour 429.000 habitants) et Grand Orly Seine Bièvre (24 communes du Val de Marne et de l'Essonne pour 700.000 habitants), probablement inspirées par l'exemple de Paris, décident de suspendre leur adhésion au SEDIF pendant 2 ans, le temps d'étudier les possibilités d'un retour en régie, parfois, lorsque cela est possible, en se reliant au réseau d'Eau de Paris. Mais comme il faut bien assurer la continuité du service de l'eau, les sécessionnistes demeurent cependant connectés au réseau SEDIF, situation pour le moins ubuesque. De plus, au fil du temps, la détermination s'érode, les intérêts particuliers reprennent le dessus. Et c'est ainsi qu'à Est-Ensemble les villes de Noisy et Bobigny, revenant sur leur décision de juillet dernier, ont voté récemment le rattachement au SEDIF et donc le retour dans le giron de Véolia, rendant ainsi plus difficile le passage en régie de cette Communauté de communes. Et l'approche de la date fatidique du renouvellement de la délégation à Véolia, fin 2022, ne peut qu'exacerber encore les tensions.

Au milieu de cette immense confusion, la Coordination Eau Ile de France est en première ligne pour dénoncer les pressions qui s'exercent sur les élus et informer les populations concernées sur l'importance des enjeux. Pourtant la bataille de 2022 sera difficile à gagner dans une période où le pouvoir politique, totalement inféodé à l'oligarchie dominante, multiplie les privatisations des secteurs générateurs de profits comme en témoigne la volonté de faire basculer Aéroport de Paris vers le secteur privé. On pourrait même imaginer qu'à la faveur des prochaines élections municipales un changement de majorité à la Mairie de Paris entraîne, de délégations partielles en délégations partielles, un retour progressif et discret d'Eau de Paris dans les griffes des multinationales de l'eau.

C'est pourquoi lorsqu'on évoque la question de l'eau en Ile de France on ne peut s'empêcher de se souvenir, pour l'instant toutes proportions gardées, d'une autre lutte qui se déroula, il y a presque 20 ans, en Bolivie. En avril 2000 la multinationale étasunienne Betchel remporte le marché de l'eau à Cochabamba, la 3ème ville du pays, avec l'ap-

pui de la Banque Mondiale. Soudainement, le prix de l'eau flambe, détenir un puits ou une citerne deviennent des délits. Devant les protestations véhémentes de la population, le gouvernement demeure inflexible. Alors, en une nuit, la ville se couvre de barricades et pendant plusieurs semaines va se dérouler ce qui demeure dans la mémoire du pays comme «*la bataille de Cochabamba*» qui fera plusieurs morts et de très nombreux blessés. Finalement, face à la détermination populaire et à son siège incendié, la multinationale jette l'éponge… On peut considérer cet épisode comme la première mobilisation de grande envergure qui devait conduire quelques années plus tard (2005) à l'élection d'Evo Morales à la présidence du pays. Ce soulèvement unanime d'une ville entière est magnifiquement raconté par le film *Même la pluie* (2010) de la réalisatrice espagnole Iciar Bollain, écrit par Paul Laverty, le scénariste de Ken Loach.

Dans une période où la question de la violence resurgit sur le devant de la scène, cette page d'histoire devrait nous fournir ample matière à réflexion. Car maintenant nous ne pouvons plus l'ignorer, le capitalisme ce n'est pas la main rationnelle et douce du marché qui transforme les vices privés en vertus publiques et qui nous conduit vers un progrès soucieux de l'intérêt général. Le capitalisme, surtout lorsqu'il devient sénile, c'est une violence impitoyable et absurde, une violence qui impose une misère abjecte à plusieurs milliards de nos frères humains, une violence qui détruit notre biosphère, des écosystèmes où la vie avait pu s'épanouir dans toute sa richesse, sa complexité et ses mystères. Le capitalisme, ce sont ces entités multinationales glacées, dirigées par des êtres humains à l'architecture cérébrale dérangée et qui, pour nous protéger de la violence qu'ils nous imposent, vont bientôt nous obliger à leur ressembler[4].

Dans l'avenir difficile qui se profile, la question de l'eau jouera un rôle central. Le Moyen-Orient, l'Afrique sub-saharienne et certaines régions d'Asie seront fort probablement soumis à des sècheresses (stress hydrique) rendant des portions de territoires totalement inhabitables, générant ainsi des guerres éternelles, des déplacements massifs de populations.

La bataille pour l'eau en Ile de France s'insère donc dans un contexte mondial beaucoup plus vaste qui permet d'en mesurer toute l'importance.

Bernard BLAVETTE

RÉFÉENCES

1. Notamment la situation catastrophique de l'immense mégalopole de Djakarta en Indonésie.
2. À noter que suivant une récente étude de l'Institut National pour la Recherche Agronomique (INRA) l'utilisation des pesticides ne fait qu'augmenter en France en dépit des engagements vertueux dans les instances internationales : plus 17% depuis 2011.
3. Voir *La stratégie du choc* : *montée d'un capitalisme du désastre*, éd. Acte Sud, 200.
4. Cette idée est reprise de l'ouvrage d'Albert Camus *Lettre à un ami allemand* (éd. Gallimard/Folio) rédigé durant l'occupation, dans lequel, s'adressant aux nazis, l'écrivain déclare : «*Ce que je ne vous pardonnerai jamais c'est de nous avoir obligés à vous ressembler*».

Un exemple de corruption :

L'affaire Carignon

Tous les acteurs du secteur de l'eau savent que les phénomènes de corruption et de conflit d'intérêt sont endémiques dans le commerce de l'eau, mais difficiles à prouver. Un exemple particulièrement éclairant de cet état de fait est constitué par *L'affaire Carignon,* à Grenoble.

Le 13/7/1989, alors que l'on fête le bicentenaire de la Révolution française, Alain Carignon qui vient d'être réélu maire de Grenoble quelques mois plus tôt, annonce brutalement la privatisation de la distribution de l'eau au profit de la Lyonnaise des eaux (aujourd'hui groupe Suez) avec un contrat de… 25 ans. Cette décision, qui ne figure pas dans son programme électoral, provoque immédiatement une levée de boucliers chez les élus d'opposition et plusieurs associations d'usagers s'emparent de l'affaire.

Il faudra 7 ans d'investigations pour que ce groupe d'associations et de citoyens tenaces parviennent à décortiquer le système Carignon en prouvant que la Lyonnaise des Eaux a financé la campagne électorale de Carignon et lui a procuré divers avantages pour des montants non négligeables (appartement à Paris, voyages…). Les sommes ainsi déboursées par la Lyonnaise sont largement compensées par :

- une augmentation substantielle des tarifs,
- une réduction de l'entretien des installations,
- de nombreuses surfacturations : ainsi les voitures de service sont louées en leasing à une filiale de la multinationale, la gestion des systèmes informatiques étant confiée à une autre société du groupe.

En 1996 Alain Carignon est condamné en appel à 5 ans de prison dont 4 fermes pour l'affaire de La Lyonnaise des Eaux, ainsi que pour plusieurs autres malversations. Il sera libéré au terme de 29 mois de détention.

Le retour en régie de la ville ne se fera qu'en 1999 après que le Conseil d'État ait cassé le contrat avec la Lyonnaise des Eaux.

Mais cela ne met pas un terme à la triste épopée d'Alain Carignon qui vient, à 70 ans, de faire connaître son intention de se représenter à la mairie de Grenoble lors des prochaines élections municipales. Il vient de recevoir le soutien du "philosophe" et ancien ministre de l'Éducation Nationale, Luc Ferry, qui «*souhaite revoir son ami Alain à la Mairie*».

En réponse, Raymond Avrillier, ancien conseiller municipal qui a largement contribué à identifier les mécanismes de la corruption, vient de décider de mettre en ligne, en consultation libre, *Le système Carignon*, ouvrage rédigé en collaboration avec Philippe Descamps, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*.

La 17ème chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a rendu son jugement le 20 décembre 2018 : Emmanuel Poilane, administrateur et ancien directeur de la Fondation France Libertés, est relaxé des accusations de diffamation portées à son encontre par Veolia.

La relaxe de France Libertés :

la fin d'une procédure de plus de 2 ans

Depuis 2014, dans le cadre de leur lutte pour le droit à l'eau en France, la Fondation France Libertés et la Coordination eau Ile-de-France ont accompagné en justice des victimes des coupures d'eau et de réductions de débit d'eau pour impayés. Certains distributeurs poursuivaient en effet ces pratiques, pourtant interdites par la loi. France Libertés et la Coordination eau Ile-de-France ont ainsi gagné **23 procès entre 2014 et 2018** dont 10 contre Veolia, Première Instance et appel confondus. Ces victoires ont permis une réelle avancée dans la mise en œuvre effective du droit à l'eau en France et dans la protection des familles fragilisées par des entreprises qui ne considèrent pas les usagers précaires du service public de l'eau.

C'est dans ce contexte que Veolia a déposé plusieurs plaintes pour diffamation le 6 janvier 2017 : trois étaient dirigées contre Emmanuel Poilane, alors Directeur Général de France Libertés, une concernait Jean-Claude Oliva, Directeur de la Coordination eau Ile-de-France. Suite au désistement de Veolia sur cette dernière plainte et à la nullité dans la plainte de Veolia contre RTL où France Libertés n'a pas été retenue comme complice suite à un vice de forme, seules deux plaintes impliquant France Libertés ont été finalement jugées.

La 17ème Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a estimé que les propos d'Emmanuel Poilane, qui dénonçaient notamment les avenants au contrat de délégation de service public que Veolia avait proposé à certaines collectivités, correspondaient à «*l'ensemble des critères de la bonne foi*». Le Tribunal a donc prononcé la relaxe d'Emmanuel Poilane.

La lutte contre les poursuites-bâillons :

un combat pour la liberté d'expression

Ces plaintes stratégiques visaient à détourner la Fondation France Libertés de ses objectifs, à l'épuiser financièrement et psychologiquement et à l'entraver dans ses actions. Ces poursuites-bâillon sont de plus en plus fréquentes et visent les défenseurs des droits, les journalistes, les lanceurs d'alerte ou encore les universitaires. «*Nous nous réjouissons de cette victoire pour la liberté d'expression. France Libertés et les autres organisations de la société civile doivent pouvoir poursuivre leur action essentielle de dénonciation des dérives des multinationales sans craindre les poursuites-bâillons*» se félicite Jérémie Chomette, Directeur de la Fondation France Libertés.

«*Il est essentiel de rappeler que, grâce à notre combat et à son éclairage dans les médias, les coupures d'eau appartiennent aujourd'hui au passé en France métropolitaine. Ce sont plus de 100.000 familles par an qui ont retrouvé le droit de vivre dignement. Nous allons poursuivre la lutte contre les poursuites abusives car nos prises de paroles dans les médias sont essentielles pour protéger les plus fragiles*», affirme Emmanuel Poilane, Administrateur de la Fondation France Libertés et Président du CRID. C'est justement la mission que s'est donnée le collectif "**On ne se taira pas"**, né du mouvement de solidarité suscité par les attaques de Veolia.

À tous ceux qui manqueraient d'arguments pour montrer la nécessité urgente de remplacer le capitalisme, François CHATEL recommande vivement un ouvrage de Jean Ziegler, qu'enthousiasmé par sa lecture, il cite abondamment :

Le capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin)

JEAN ZIEGLER, auteur de ce petit livre[1], est, en Suisse, un homme politique et un sociologue charismatique controversé puisque gênant, engagé comme dénonciateur et donneur d'alerte notamment pour les problèmes de la faim dans le monde qu'il n'hésite pas à définir comme un assassinat prémédité.

Dès 1969, il profite de la venue de Che Guevara à Genève pour le rencontrer et lui proposer de partir avec lui à Cuba. Celui-ci lui répond : «*Tu es né dans cette ville. Le cerveau du monstre est ici. C'est dans cette ville que tu devras combattre... ce qui est bénéfique pour vous et pour nous*»[2].

Dès lors, il ne cessera de dénoncer à travers ses fonctions internationales auprès de l'ONU, les responsabilités de l'Occident, de ces "mercenaires" dévoués au sein des gouvernements, de l'OMC, de la Banque mondiale, du FMI, au service d'une oligarchie prédatrice qui, obnubilée par le profit financier, manipule ou combat quiconque détient ses intérêts, et écarte tout ce qui ne sert pas son objectif.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la mondialisation et sur ce qu'il considère représenter des crimes commis au nom de la finance de marché mondiale et du capitalisme.

Dans ce livre, conversant avec sa petite-fille, Jean Ziegler dresse un réquisitoire acerbe des malversations du capitalisme qui à son avis s'avèrent suffisantes pour engager contre lui une mesure de suppression radicale. Il n'a pas la solution de remplacement, mais, dit-il, qu'importe le manque d'alternative (il ne semble pas connaître *La Grande Relève*), il faut absolument l'empêcher de continuer à nuire.

MENSONGE ET MAUVAISE FOI

Dès le début de l'ouvrage, il prend pour cible Peter Brabeck, le PDG de Nestlé qui défend la théorie de son ami Rutger Bregman, célèbre historien hollandais, selon lequel pendant à peu près 99% de l'histoire du monde, 99% de l'humanité aurait été pauvre, affamée, sale, craintive, bête, laide et malade. Mais tout aurait changé au cours des deux cents dernières années. Il prétend ainsi que l'ordre capitaliste est la forme d'organisation de la planète la plus juste que l'Histoire ait connue.

C'est précisément le contraire qui est juste, lui rétorque Ziegler pour qui l'utilisation du mensonge est un moyen stratégique courant employé par les tenants du capitalisme pour tenter de justifier l'injustifiable. Car, en réalité, c'est «*le capitalisme* [qui] *a créé un ordre cannibale sur la planète : l'abondance pour une petite minorité et la misère meurtrière pour la multitude… Le mode de production capitaliste est responsable …du massacre quotidien de dizaine de milliers d'enfants par la sous-alimentation, la faim et les maladies liées à la faim, …de la destruction de l'environnement naturel, de l'empoisonnement des sols, de l'eau et des mers*»[1]. Et c'est cet ordre, poursuit-il, qui doit être radicalement détruit, tout en préservant et potentialisant les conquêtes de la science et de la technologie. Tout ce génie humain, ces talents, doivent servir le bien commun, l'intérêt public de tous et non la puissance d'une minorité se pavanant dans le confort et le luxe.

Il emprunte cette phrase à Victor Hugo, «*C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches*»[3] et annonce par l'intermédiaire de Marx qu'à l'aube de la civilisation industrielle, c'est l'esclavage appliqué dans les colonies qui a fourni les capitaux nécessaires pour la mise en œuvre des usines utiles aux industries textiles et sidérurgiques des métropoles. La plupart des monuments imposants, des ponts, des immeubles bourgeois de Paris bordant les

grands boulevards, la Canebière à Marseille, les palais du front de Garonne à Bordeaux, tant admirés et mis en valeur patrimoniale, ont été payés par le sang, le désespoir et la souffrance des peuples d'outre-mer

La bourgeoisie aux commandes

Comme cause de souffrances, d'exploitations et d'inégalités injurieuses, Ziegler dénonce la sacro-sainte propriété privée, un des piliers du capitalisme si chérie par la bourgeoisie qui l'a incluse parmi les bénéfices de "*La déclaration des droits de l'homme et du citoyen*". Contre Robespierre, il réhabilite Jacques Roux et Gracchus Babeuf, fervents partisans de l'égalité, de la collectivisation des terres et des moyens de production et ennemis jurés des possédants de toutes sortes, aristocrates aussi bien que marchands et banquiers. Les exécutions de ces acteurs de la Révolution et avec eux l'enterrement de leurs idéaux, ont ouvert la voie à la grande victoire du capitalisme et aux conséquences catastrophiques que nous subissons aujourd'hui.

La chute du mur à Berlin a littéralement "boosté" sa velléité de conquête et, depuis, son fiel se répand sur le monde. Ses souverains ou "oligarques", les quelques détenteurs du capital financier mondialisé, de nationalités, de religions et de cultures différentes, sont «*tous animés d'une même vitalité, d'une même cupidité, d'un même mépris pour les faibles, d'une même ignorance du bien public, d'un même aveuglement pour la planète et le sort des hommes qui y vivent*»[1]. Or, cet ordre néfaste et destructeur ne peut fonctionner «*sans l'active complicité et la corruption des gouvernements en place*»[1]. Cela «*constitue un gigantesque complot de meurtre*»[1]. Ils gèrent tous non plus des nations, mais des supermarchés, promulguant et facilitant à travers le monde l'accès aux "bienfaits" de la consommation pour quelques iles privilégiées de l'archipel mondial, au détriment des autres, les trois quarts, abandonnées ou exploitées *(Voir encadré ci-dessous*)*. Au nom du soi disant "libre arbitre", chacun peut ainsi y assouvir ses désirs et s'en trouver ravi. Or, en fait, c'est la société de consommation qui se charge de la définition de nos besoins et de l'implantation dans nos cerveaux de ces désirs que nous croyons nôtres. Elle utilise le "marketing" et la "publicité", deux activités «*les plus néfastes et les plus stupides inventées par les hommes*»[1] puisqu'elles aboutissent à l'exploitation irraisonnable «*des matières premières et de l'énergie nécessaires pour produire ces objets, à une production désastreuse de déchets polluants, à l'inégalité d'accès à l'abondance, à l'absorption des esprits dans la consommation individuelle forcément égoïste, à l'angoisse de conserver le revenu nécessaire, à la dévaluation voire l'abolition de la valeur d'usage*»[1].

Le système capitaliste détermine l'existence de chaque individu vivant. Et pourtant, «*il est hautement toxique et mortellement dangereux pour la nature et pour les êtres humains. Et il a tout intérêt à voir des populations divisées, des Occidentaux lobotomisés et des peuples du sud à genoux… Ces maîtres du monde détiennent un pouvoir financier, politique, idéologique tel qu'aucun empereur, aucun pape, aucun roi n'en a jamais disposé dans l'histoire des peuples… Les 85 milliardaires les plus riches du monde ont possédé en 2017 autant de valeurs patrimoniales que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres de l'humanité. Le pouvoir financier économique des 562 personnes les plus riches du monde a augmenté de 41% entre 2010 et 2015, tandis que les avoirs des 3 milliards d'individus les plus pauvres ont chuté de 44%*»[1]. Et qu'en est-il des impôts ? L'inégalité est encore plus choquante, puisque ces très riches paient les impôts qu'ils veulent. Aucun contrôleur fiscal ne perturbe leur forfait puisqu'est admise l'existence de paradis fiscaux appropriés. Ainsi, d'après le journal *Le Monde*, chaque année, 350 milliards d'euros d'impôts échappent au fisc mondial dont 20 au seul fisc français.

Le fanatisme capitaliste n'a plus de limites, au point de s'en prendre aux protections sociales mises en place au lendemain de la seconde guerre mondiale par crainte des luttes sociales, syndicales et du communisme. La cible est toute désignée : l'État-Providence. La privatisation assoiffée de profits s'empare des services publics, des hôpitaux, des transports, des écoles, des universités, des ports et des aéroports, des prisons et même de la police, et bientôt des barrages hydroélectriques. Même la protection des salariés est grignotée peu à peu. Tout comme celle des retraités. La précarité s'installe et l'angoisse du lendemain rôde.

*«*Le Bangladesh compte environ 6.000 usines d'habillement. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des cohortes de jeunes femmes se succèdent devant les machines à coudre, coupent et confectionnent des jeans, des vestes, des pantalons, des chemises, des T-shirts, des sous-vêtements, fabriquent des chaussures et des ballons de football pour les plus grandes marques mondiales. Les sociétés transcontinentales privées et leurs sous-traitants réalisent des profits astronomiques. Un jean de la marque Spectrum Sweater est vendu à Genève l'équivalent de 54€ alors que la couturière bangladaise en touche 25 centimes d'euro. En 2016, au Bangladesh, le salaire minimum légal était de 51€ alors que 272 € serait nécessaire pour assurer le minimum vital à une famille de quatre personnes, selon la Fédération syndicale Asia Floor*[1]».

L'exclusion progresse. La chancelière d'Allemagne, Mme Merkel, emploie cette «expression horrible» : Sockelarbeitslosigkeit, qui veut dire que «*le chômage permanent de millions de travailleurs serait comme le socle sur lequel est bâti l'ordre capitaliste*»[1], car ils ne reçoivent plus aucun salaire, ne peuvent plus vivre une vie de famille, une existence digne. Ils sont aujourd'hui 36 millions en Europe. Plus de la moitié sont des jeunes gens, femmes et hommes, de moins de 25 ans.

Les pauvres encore plus pauvres

Les aides aux pays pauvres ne cessent de décroître et les flux de capitaux sud-nord sont bien supérieurs aux flux nord-sud. «*Le Sud finance le Nord et notamment les classes dirigeantes*»[1]. Point n'est besoin de mitrailleuses, de napalm, de blindés pour assouvir et soumettre les peuples : la dette fait l'affaire. Aujourd'hui, 35,2 % des Africains sont en permanence gravement sous-alimentés. «*Le peu d'argent que les pays africains gagnent va directement dans les coffres des banques européennes ou américaines au titre du paiement des intérêts de la dette et de ses tranches d'amortissement. Résultat: il ne reste plus rien pour l'investissement*»[1].

D'où vient cette dette ? «— *Dans les années qui ont suivi la décolonisation, des organismes internationaux comme la Banque Mondiale ou le FMI ont prêté de l'argent massivement aux pays du tiers-monde pour qu'ils s'industrialisent sur le modèle occidental capitaliste et développent leurs infrastructures. Les colonies avaient disparu mais les anciennes puissances coloniales voulaient continuer d'exploiter les richesses présentes dans ces pays et aussi, éventuellement, y ouvrir des marchés* Or, *lorsqu'un pays pauvre est à bout,… quand il ne peut plus payer à ses banquiers créanciers les intérêts exorbitants et les tranches d'amortissement de sa dette, il doit leur demander un moratoire, un rééchelonnement des paiements ou même une réduction de la dette. Les banquiers profitent de cette situation. Ils acceptent - du moins partiellement - la demande du pays débiteur, tout en conditionnant cette acceptation à des mesures draconiennes : privatisations et ventes à l'étranger - aux créanciers justement - des rares entreprises rentables, des mines, des services publics, etc. privilèges fiscaux exorbitants accordés aux sociétés transcontinentales privées exerçant dans ces pays; achats d'armes forcé, etc.*»[1]. Qui en souffre ? Pas les dirigeants de ces pays, mais les gens les plus modestes. Ces entreprises privées qui contrôlent l'agroalimentaire, les services, l'industrie et le commerce des pays de l'hémisphère Sud réalisent des profits indécents qui, en réalité, sont rapatriés sous forme de devises à leurs sièges, en Europe, en Amérique du Nord, en Chine ou au Japon. Fort peu est réinvesti en monnaie locale.

N'y a-t-il pas moyen de libérer les pays pauvres de cette dette qui, en fait, représente pour eux, une nouvelle chaîne de l'esclavage? «*La justification avancée par les banquiers est simple. Si les pays pauvres ne payaient pas leurs dette, tout le système bancaire mondial s'effondrerait et tout le monde serait entraîné dans l'abîme.*»[1]

Et «*C'EST ARCHIFAUX !*»[1]

Hypocrisie, cinisme, aliénation

Pourquoi est-ce que personne ne proteste vraiment contre les crimes commis par les capitalistes ? Il y a bien des journaux et la télévision, mais «*l'autocensure intentionnelle ou subconsciente existe chez presque tous les journalistes. Il s'y ajoute le fait que dans les pays occidentaux, démocratiques, vivant en principe sous l'empire de la liberté de la presse, une poignée de milliardaires contrôlent aujourd'hui l'essentiel des médias. En France, cinq milliardaires possèdent plus de 80% des hebdomadaires, mensuels et journaux. Et, de ce fait, aucune information trop choquante sur les victimes de l'ordre cannibale du monde n'atteint la conscience collective.*»[1]

Les capitalistes n'ont donc pas mauvaise conscience ?

«— *Ils ne se sentent pas responsables. Ils ont coutume de dire que c'est "la main invisible du marché" qui gouverne le monde et qu'elle agit selon des lois "naturelles" immuables, comme la gravitation ou la marche des planètes.*»[1] Pour eux «*l'économie n'obéit désormais plus à la volonté des hommes, mais à cette fameuse loi de la nature. Les forces du marché seraient parfaitement autonomes, incontrôlables. Il ne resterait plus qu'à obéir*»[1]. D'où la justification d'une théorie considérée comme cohérente et efficace qui légitime leurs agissements : le néolibéralisme. Ziegler emprunte le commentaire de Pierre Bourdieu à ce sujet : «*L'obscurantisme est revenu, mais cette fois nous avons affaire à des gens qui se réclament de la raison*»[1]. Et, poursuit-il, qui n'hésitent pas à diffuser les plus vieux mensonges : «*L'hypocrisie produite par ce nouvel obscurantisme est abyssale*». L'exemple suivant suffit pour le démontrer : «*Parlons un peu de la totale liberté de commerce exigée par l'idéologie néolibérale. Dans les faits, cette totale liberté de commerce ressemble à un match de boxe qui opposerait Mike Tyson, champion du*

monde des poids lourds, et un jeune chômeur bangladais sous-alimenté, malade et au corps chétif. Le capitalisme affirme : «Le match obéit aux exigences de l'équité; les conditions sont les mêmes pour les deux boxeurs. Que le meilleur gagne ! En effet, même ring, même gants de boxe, mêmes règles, un arbitre pour les faire respecter… Mais le résultat prévisible est le massacre du Bangladais…»[1] En imaginant un industriel ivoirien cherchant à s'installer dans le traitement de la fève de cacao, il est évident qu'une entreprise concurrente comme Nestlé, par exemple, aura vite fait pour acculer l'autochtone à la faillite. Il suffit qu'elle paie au planteur africain de fèves un prix d'achat nettement supérieur à celui que peut proposer l'industriel ivoirien… Ensuite, grâce au monopole, Nestlé pourra imposer une baisse massive de son prix d'achat et retrouver ses marges bénéficiaires. C'est ce qui fait obstacle à la sortie de la misère des pays les plus pauvres.

Il est difficile de penser que tous les capitalistes sont des monstres. Certains pensent sans aucun doute faire le bien : «*Pour calmer leurs scrupules, ils ont une arme secrète, qu'ils appellent "trickle down effect" (effet de ruissellement)…* Ils prétendent que *lorsque la multiplication des pains atteint un certain niveau, la distribution aux pauvres se fait automatiquement, les riches ne pouvant jouir d'une richesse* [au-delà] *de leurs besoins*»[1]. L'erreur de Ricardo et Smith, explique Ziegler, vient du fait que leur théorie est basée sur la valeur d'usage qui en réalité ne tient aucun rôle dans cette folie du profit illimité, guidée par l'avidité et la volonté de domination de tout concurrent.

L'aliénation est l'arme principale utilisée par les capitalistes pour manipuler les esprits. Elle permet de faire croire à ceux qu'ils dominent que leur intention est de défendre l'intérêt commun. Il suffit de détruire la capacité à l'individu de penser librement et d'exercer son intelligence critique. «*Il s'agit de le réduire à sa fonction marchande*»[1]. Il prend alors l'exemple de son pays, la Suisse, pourtant doté d'une démocratie directe qui permet à 100.000 citoyens d'exiger qu'un scrutin populaire soit organisé pour modifier ou abolir n'importe quel article de la Constitution. Mais ce pays est «*dominé par une des oligarchies capitalistes les plus féroces, les plus habiles du monde. 2% de la population possède 96% des valeurs patrimoniales. Avant chaque votation populaire, les oligarques mobilisent des millions de francs suisses pour inciter le peuple à voter dans le sens qu'ils souhaitent.*»[1] Ainsi, ces deux dernières années, les suisses ont voté soi disant librement «*contre l'instauration d'un salaire minimum, contre la limitation des salaires les plus élevés, contre la création d'une caisse publique d'assurance maladie, contre une semaine supplémentaire de vacances pour tous, contre l'augmentation de la rente versée aux retraités… La fière Confédération helvétique fournit désormais l'exemple parfait d'une démocratie simulative*»[1].
Et elles le sont toutes.

CONCLUSION

Comment pourrait-on améliorer, corriger le capitalisme ?
«— *On ne peut pas humaniser, améliorer, réformer un tel système. Il faut l'abattre, le détruire pour que puisse s'inventer une organisation sociale et économique du monde nouvelle. Aucun des systèmes d'oppression précédent, comme l'esclavage, le colonialisme, la féodalité, n'a pu être réformé. L'oppression ne se réforme pas… il faut que les privilèges et la toute-puissance des capitalistes disparaissent dans les poubelles de l'histoire… les oligarques du capital financier mondialisé est aujourd'hui le véritable gouvernement du monde et il fait obstacle au bonheur de la multitude. Tout être humain est donc investi à son égard du devoir d'insurrection.* [Chacun] *sait avec certitude ce qu'il ne veut pas. Moi, je ne veux pas vivre sur une planète où toutes les cinq secondes un enfant de moins de 10 ans meurt de faim ou d'une maladie liée à la faim, alors que la Terre pourrait nourrir sans problème le double de l'humanité actuelle… Personne non plus ne connaît d'avance l'organisation, les institutions inédites et le nouveau contrat social qui naîtront des ruines de l'ordre capitaliste. «Caminante, no hay camino, el camino se hace al andar», écrit le poète Antonio Machado (Homme qui marche, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant)*»[1].

Pour le marcheur, il est toutefois plus sécurisant et plus motivant de connaître le chemin à suivre et l'objectif à atteindre. C'est ce que propose *La Grande Relève* à tous ceux qui se sentent concernés par cette nécessité de changement.

François CHATEL

RÉFÉRENCES :
1. Jean Ziegler, *Le capitalisme expliqué à ma petite-fille. (en espérant qu'elle en verra la fin)*, éd. Seuil, 2018.
2. Wikipédia, *Jean Ziegler*.
3. Victor Hugo, *L'Homme qui rit*.

Lecteur de La Grande Relève, ***Georges Leray*** *revient de Cuba qu'il a trouvé en pleine transition économique, tentant d'introduire des mécanismes de marché sans revenir à une économie de marché.*
Il nous fait part de ce qu'il y a observé :

L'état du socialisme à Cuba

La révolution a instauré une sorte d'égalité économique (plus proche de l'égalitarisme parfois) qui, si elle correspondait relativement au degré de développement de la société d'extrême rareté, ne correspond plus totalement au stade d'évolution actuel, qui nécessite un développement de la productivité et, pour cela, fait appel aux stimulants matériels et moraux (salaire, apport de chacun à la multiplication des biens et services socialement utiles et nécessaires à la vie, travail volontaire altruiste, renforcement des gratuités telles que la santé et l'éducation, ou quasi gratuités, l'eau, l'électricité, le logement ou les transports).

José Luis Rodriguez, ancien ministre de l'économie cubaine entre 1995 et 2009, précise que «*Cuba ne veut pas instaurer un socialisme de marché*». L'histoire, dit-il, a en effet démontré que le socialisme de marché est devenu le marché tout court, sans socialisme, comme c'est le cas de la Yougoslavie, de l'URSS, de la Hongrie… (voir le site du *Grand Soir*[1]). C'est pourquoi Cuba parle de l'**actualisation du modèle** économique et non de réformes économiques : il s'agit de perfectionner la société cubaine en développant ses capacités productives et la productivité (pas au sens financier) pour mieux satisfaire les besoins réels de la population. Ses traits fondamentaux demeurent la propriété sociale des principaux moyens de production, la maîtrise sociale de la banque, de la monnaie, de la terre…

Dans ce cadre, on admet la petite propriété artisanale, coopérative, le travail indépendant, en limitant leur capacité d'accumulation (pour ne pas revenir au capitalisme), en liaison avec la planification qui privilégie les valeurs d'usage (pas de revenus supérieurs à un palier déterminé qui s'applique à toute la société, interdiction de posséder plus d'une maison secondaire, etc…)

L'ancien ministre précise *«la théorie marxiste est parvenue à la conclusion que l'existence de relations de marché dans la société obéit à un certain degré de développement dans lequel on ne peut socialiser directement le travail individuel des producteurs et que l'on a besoin de toutes les catégories mercantiles pour le faire»*[1].

Cela me remet en mémoire des textes du livre de Jacques Duboin *Rareté et Abondance*[2] : je note pages 384-385 : *«Arrivons à la différence essentielle entre le libéralisme et le socialisme. La voici : en régime libéral, la production est spontanée mais anarchique, chaque producteur travaillant pour son profit personnel sans posséder d'indication sur l'activité qu'il doit déployer. La propriété individuelle s'étend donc aux moyens de production. En régime socialiste, l'État, devenu utilitaire, est investi des fonctions économiques. En conséquence, tous les moyens de production sont propriété collective. Dans le premier cas, le propriétaire des moyens de production achète le travail comme n'importe quelle matière première et en tire profit. Dans le second, la production est organisée et orientée vers le bien commun car l'État gère au profit de la collectivité… C'est par la collectivisation des moyens de production qu'on transforme complètement l'économie dans laquelle nous vivons. Certes, le socialisme de la rareté* [c'est le cas de Cuba] *conserve certains organes du capitalisme mais il les administre pour des fins différentes, et précisément parce qu'il dispose des moyens de production… Un des caractères communs du libéralisme et du socialisme de la rareté est l'échange. Ce qui implique une monnaie qui doit circuler, conserver sa valeur dans le temps, donc être précieuse, ce qui implique l'équilibre comptable, donc le prix de revient, le salaire, l'impôt, l'épargne, le crédit, etc. ...*
À la vérité, si la Russie n'a pas encore pu s'affranchir de ces règles, c'est simplement parce qu'elle vit encore en économie de rareté. Or pas de rareté sans valeur, pas de valeur sans échange, pas d'échange sans monnaie précieuse, pas de monnaie précieuse sans équilibre comptable, pas d'équilibre comptable sans prix de revient, et ainsi de suite. C'est la chaîne de la rareté que la révolution russe, à ses débuts, tenta de briser mais vit bien vite que c'était prématuré».

Ces écrits de Jacques Duboin, j'y ai souvent songé à Cuba et je crois que citer Cuba au lieu et place de la Russie dans ladite analyse conviendrait parfaitement, Cuba ayant instauré une sorte d'égalité économique et sociale dans ses premières années, en partie encore maintenues pour limiter les différences sociales inévitables à ce stade d'évolution, en partie parce que les conditions d'une véritable égalité économique et sociale ne sont pas encore réunies.

Et je me pose la question : l'économie distributive serait-elle envisageable à ce stade de développement d'une économie telle que celle de Cuba ? Et dans le contexte international actuel ?

Sans vouloir enjoliver la réalité cubaine, ce qui n'est pas mon objectif, notons tout de même son extraordinaire réussite dans les domaines de la santé, de l'école, de la culture et de l'écologie notamment. *(«La quantité d'artistes que produit*

Cuba est impressionnante. Il s'agit presque d'une production industrielle que ce soit dans le domaine des arts plastiques ou de la danse… sans parler de la musique»)[3] et ce, malgré de maigres ressources, l'implacable blocus économique et son extraterritorialité de la part des États-Unis que Trump intensifie. Toute l'agriculture est bio, les terres socialisées sont prêtées individuellement en usufruit (pour une durée de 20 ans renouvelable) par l'État aux paysans (qui peuvent posséder un petit carré de terre) et aux fermes coopératives ou d'État. Ceci afin d'éviter le retour de la propriété agrarienne capitaliste.

Ami d'apiculteurs, je note que Cuba est le pays de référence pour la profession. L'emploi de pesticides et herbicides étant prohibé par le gouvernement, les abeilles se portent à merveille. Selon Théodor Friedrich, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture «*en raison de l'absence de pesticides la production de miel bio à Cuba pourrait servir de protection et de réserve face aux problèmes touchant les autres exportateurs de miel de par le monde.*»[4]

J'ajouterai que faire en sorte que s'impliquent les travailleurs dans la marche de leur entreprise socialiste ne constitue pas forcément une tâche qui va de soi. «*Les travailleurs cubains doivent se sentir maîtres et responsables à tous les niveaux de production et de distribution de l'entreprise : leur participation n'est pas une assemblée formelle où l'on fait acte de présence, mais le lieu où tout se discute et se décide : salaires (50% des bénéfices à répartir selon le principe socialiste "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail"), formation, conditions de travail, gestion et plan*»[5].

Il reste à poursuivre avec les amis cubains le dialogue, l'étude des avancées du processus révolutionnaire, mais aussi des faux pas, des erreurs, des résistances, inévitables quand il s'agit de changements radicaux et qu'ils dénoncent d'ailleurs eux-mêmes et auxquels ils essaient de remédier en innovant, sans rien dissimuler de la réalité.

Ils recourent fréquemment à ces paroles du Che adressées à Fidel Castro en 1965 : «*les tares de l'ancienne société se perpétuent dans la conscience individuelle et il faut faire un travail incessant pour qu'elles disparaissent. La tentation de marcher sur les chemins battus, de recourir à l'intérêt matériel comme levier d'un développement économique accéléré est très grande. On court alors le risque que les arbres cachent la forêt : en poursuivant la chimère de réaliser le socialisme à l'aide des armes pourries que nous a léguées le capitalisme (la marchandise comme unité économique, la rentabilité et l'intérêt matériel individuel comme stimulants…). Pour construire le communisme, il faut changer l'homme en même temps que la base économique. Dans cette période de construction du socialisme, nous pouvons assister à la naissance de l'homme nouveau. Son image n'est pas encore tout à fait fixée. Elle ne pourra jamais l'être, étant donné que ce processus est parallèle au développement de nouvelles structure économiques*».

Pour que l'homme reprenne possession de sa nature, il faut que l'homme-marchandise cesse d'exister et que la société lui verse une quote-part en échange de l'accomplissement de son devoir social[6]. Le Che ajoute : «*tout cela n'est pas renoncer à la marchandise, c'est simplement produire pour la valeur d'usage et non pour la valeur d'échange. Produire pour répondre aux besoins sains de la communauté, de la population*»[7].

On croirait parfois lire Duboin ! Je sème bien modestement les graines de l'économie distributive auprès de mes amis cubains, souvent très ouverts aux idées nouvelles, mais méfiants. On les comprend : ils savent ce que signifie la notion d'impérialisme, ils vivent le blocus et ont goûté et goûtent encore aux agressions et sabotages de

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

B. Héron 7 – H. Commenge 13 – F. Villedary 18 – G. Krzywkowski 60 – N. Froment 173 – M-F Lechevrel 13 – J. Roland 5 – R. Labesse 100. Total 389 euros.

Merci à tous !

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

l'Empire… et les récentes décisions de Trump cassant l'esquisse de rapprochement USA - Cuba, entamées par Obama, ne favorisent pas leur tâche et les inquiètent. Sans compter le promotion et le financement, par la CIA et autres officines,< de meneurs qui prétendent perfectionner le socialisme alors qu'en réalité leur objectif est de revenir au pur libéralisme. D'où l'extrême méfiance des Cubains comme je viens de le souligner. Si l'on observe la situation internationale et notamment en Amérique latine et du Sud en général, on comprend qu'ils soient inquiets. Cuba est en permanence sur le pied de guerre et cela mobilise des forces qui pourraient être par ailleurs utilement employées sans ces menaces et coups fourrés permanents.

C'est un peuple attachant hautement et massivement cultivé (probablement le plus cultivé de la planète). À Cuba se déroule actuellement l'étude de la nouvelle constitution adaptée à l'évolution actuelle de la société cubaine. Pour l'avoir en partie lue, je dois dire qu'il s'agira, selon moi, d'une constitution extrêmement progressiste, notamment au plan sociétal. Plus de huit millions de Cubains ont participé à son élaboration. J'ai pu vivre deux de ces rencontres, l'une en entreprise, l'autre dans un quartier et je puis vous dire que ça cogite et que les propositions, les critiques constructives fusent sans tabou ! Les Cubains, via le référendum du 24/2/2019, ont approuvé à (87 % des votants) la nouvelle constitution qui proclame que l'objectif de la société cubaine est d'instaurer le communisme.

Dernière nouvelle : le taux de mortalité infantile à Cuba a été en 2018 de 4 décès pour 1.000 naissances (c'est le taux le plus bas de son histoire et l'un des plus bas au monde, sinon le plus bas). Ce n'est pas un hasard !

*

Voilà quelques réflexions qui me viennent à l'idée (et à chaud) au retour de ce pays aux valeurs si différentes des nôtres (entre autres pas de pub dans les agglomérations et les médias, ça décoiffe…) et si éloignées de nos certitudes libérales !

À un stade d'abondance, je pense que la solution proposée par Duboin, l'économie distributive (qu'on l'appelle communisme ou économie des besoins ou quelle qu'en soit d'ailleurs l'appellation) répondrait à cet objectif.

Dommage qu'à ma connaissance Duboin n'ait pas connu le Che ou Fidel Castro et que ceux-ci n'aient pas eu connaissance de tels travaux… Ils ont tellement de points communs !

Georges LERAY

Références

1 – http//info/cuba-ne-veut-pas-instaurer-un-socialisme-de-marché.
2 – J. Duboin, *Rareté et Abondance*, éd. Ocia, 1944.
3 – Ignacio Ramonet, *Prensa Latina* , La Havane, 16 /05/2018.
4 – Site de l'ONUAA.
5 – Interview de Ulises Guilarte De Nacimiento, ingénieur et responsable syndical cubain, *L'Humanité-Dimanche*, 17/6/2015.
6 – Jean Ortiz, *Vive le Che*, éd. Arcane, 2017.
7 – *Cuba Si* (revue française) n° 166.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . .27 euros.
(soutien : + 18 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .30 euros.
TOM . . . .32 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste :*
Zones 1 et 2 (pays européens) 32 euros.
Zones 3 et 4 (autres pays) 34 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire en majuscules bien lisibles)* :
M. Mme, ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas, donc qui ne peut pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Masse monétaire et production sont ainsi créées et détruites au même rythme, ce sont deux flux permanents qui s'équilibrent. Les citoyens en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, ce qui sera produit, dans quelles conditions, et l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire à créer pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus) et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et actifs, et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

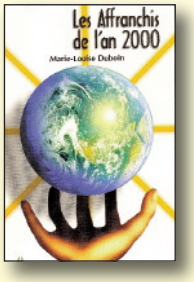
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3€).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4€).

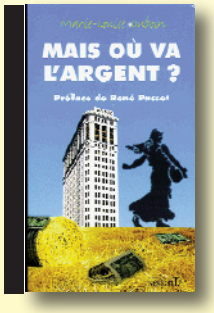


• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (épuisé).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, épuisé).



• D'anciens numéros, et un résumé (4 pages, format A4) de nos propositions, sont disponibles (3 €)

• *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement,

impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http : //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)